

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2003 B 01333

Numéro SIREN : 542 103 270

Nom ou dénomination : ENGIE ENERGIE SERVICES FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 02/08/2022 sous le numéro de dépôt 30924



ENGIE Energie Services France

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG et Autres



ENGIE Energie Services France

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société ENGIE Energie Services France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ENGIE Energie Services France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme il est précisé dans la section « Participations et autres titres immobilisés » de la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, la valeur comptable des titres de participation pour lesquels votre société s'inscrit dans une logique de détention durable est amenée à sa valeur d'utilité si celle-ci est inférieure. Des provisions pour risques peuvent être constituées si votre société estime son engagement supérieur aux actifs détenus. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations de votre société, à revoir les calculs effectués par votre société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du Code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 13 juillet 2022

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

Stéphane Pédrón

COMPTES ANNUELS

Société : ENGIE ENERGIE SERVICES FRANCE

Forme juridique : Société anonyme

Siège social : 1 PLACE SAMUEL DE CHAMPLAIN TOUR T1 92400 COURBEVOIE

Date de clôture : 31/12/2021

Devise : Euros

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions,brevets et droits similaires	0	0	0	0
Fonds commercial	35 965	35 965	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	35 965	35 965	0	0
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	0	0	0	0
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	215 434 084	185 457 710	29 976 374	580 430 405
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	3 252
Autres immobilisations financières	0	0	0	0
TOTAL immobilisations financières	215 434 084	185 457 710	29 976 374	580 433 656
Total Actif Immobilisé (II)	215 470 049	185 493 675	29 976 374	580 433 656
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés	0	0	0	1 830
Autres créances	2 359 885 603	0	2 359 885 603	0
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	2 359 885 603	0	2 359 885 603	1 830
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	61 479	0	61 479	0
TOTAL Disponibilités	61 479	0	61 479	0
Charges constatées d'avance	0	0	0	0
Total Actif Circulant (III)	2 359 947 082	0	2 359 947 082	1 830
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecart de conversion actif (VI)	0		0	0
Total Général (I à VI)	2 575 417 131	185 493 675	2 389 923 456	580 435 486

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 40 284 680	40 284 680	40 284 680
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		351 691 368	351 691 368
Ecart de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	162 286	162 286
Réserve légale		4 028 468	4 028 468
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	0	0
TOTAL Réserves		4 028 468	4 028 468
Report à nouveau		80 864 878	849 098
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		1 809 026 896	80 015 780
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées		0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		2 286 058 576	477 031 680
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		0	0
Provisions pour risques		31 212 241	641 499
Provisions pour charges		0	0
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		31 212 241	641 499
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		0	0
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0	0	0
TOTAL Dettes financières		0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		48 437	24 631
Dettes fiscales et sociales		0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	2 501 274
Autres dettes		72 604 202	100 236 403
TOTAL Dettes d'exploitation		72 652 639	102 762 307
Produits constatés d'avance		0	0
TOTAL DETTES (IV)		72 652 639	102 762 307
Ecart de conversion Passif (V)		0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		2 389 923 456	580 435 486

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	0	0	0	0
Production vendue biens	0	0	0	0
Production vendue services	0	0	0	0
Chiffres d'affaires nets	0	0	0	0
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			0	0
Autres produits			0	13 181
Total des produits d'exploitation (I)			0	13 181
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			0	0
Autres achats et charges externes			207 513	93 428
Impôts, taxes et versements assimilés			0	0
Salaires et traitements			0	0
Charges sociales			0	0
Dotations d'exploitation	sur	Dotations aux amortissements	0	0
	immobilisations	Dotations aux provisions	0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		0	0
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		0	0
Autres charges			0	1
Total des charges d'exploitation (II)			207 513	93 429
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-207 513	-80 248
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			1 368 505	83 311 145
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			0	0
Reprises sur provisions et transferts de charges			3 105 803	329 371
Différences positives de change			0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			4 474 308	83 640 516
Dotations financières aux amortissements et provisions			206 943 807	2 290 548
Intérêts et charges assimilées			4 981 159	144 318
Différences négatives de change			0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			211 924 966	2 434 866
RÉSULTAT FINANCIER			-207 450 659	81 205 650
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			-207 658 171	81 125 402

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 462 925 312	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	423 645	5 091
Total des produits exceptionnels (VII)	2 463 348 957	5 091
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	0
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	373 083 819	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
Total des charges exceptionnelles (VIII)	373 083 819	0
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	2 090 265 138	5 091
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	73 580 071	1 114 713
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	2 467 823 265	83 658 788
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	658 796 369	3 643 008
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	1 809 026 896	80 015 780

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

Société : ENGIE ENERGIE SERVICES FRANCE

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est de 2 389 923 456,05 Euros et le résultat s'élève à 1 809 026 895,70 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés conformément aux principes et méthodes définis par le règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables, homologué par l'arrêté du 29 décembre 2020

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Installations techniques	Linéaire	3 à 5 ans
Installations et agencements	Linéaire	8 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire/Dégressif	3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 8 ans

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage.

Le fonds commercial provient de la fusion d'OMEGA 3C dans ENGIE ENERGIE SERVICES France en date du 01/01/2011.

Le fonds commercial a été évalué sur la base des comptes clos au 31/12/2010 à la valeur nette comptable.

Participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'achat hors frais accessoires, éventuellement réévalués pour les participations antérieures à 1976.

En ce qui concerne les titres pour lesquels ENGIE E.S FRANCE. s'inscrit dans une logique de détention durable, une provision pour dépréciation est éventuellement constituée afin de ramener la valeur d'acquisition à sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité des titres de participation est appréciée, selon le cas, soit par référence à la valeur recouvrable déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie d'exploitation et d'une valeur terminale, soit par référence à l'actif net comptable ou l'actif net comptable réévalué soit par référence à la valeur de rendement du titre de participation concerné.

L'estimation de la valeur d'utilité peut donc justifier le maintien d'une valeur nette comptable supérieure à la quote-part d'actif net comptable.

En ce qui concerne les titres pour lesquels une décision de cession a été prise par ENGIE E.S FRANCE, la valeur comptable des titres concernés est ramenée à la valeur de cession estimée lorsque celle-ci est inférieure. Dans le cas où des négociations sont en cours, la valeur de cession est déterminée en fonction de la meilleure estimation pouvant être faite.

Des provisions pour risques peuvent être constituées si la société estime son engagement supérieur aux actifs détenus.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Honoraires commissaires aux comptes

Le montant des honoraires de commissariat aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 18 265€ TTC.

Le montant des honoraires de commissariat aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice au titre du contrôle légal des comptes sont mentionnés dans les comptes consolidés d'ENGIE SA.

Provisions pour risques et charges

Les provisions sont constituées pour faire face à des risques potentiels ou à des charges à prévoir conformément au règlement n°2000-06 sur les passifs.

Produits constatés d'avance

Conformément à la règle d'indépendance des exercices, les produits se rapportant aux exercices ultérieurs sont enregistrés dans ce compte.

Charges constatés d'avance

Conformément à la règle d'indépendance des exercices, les charges se rapportant aux exercices ultérieurs sont enregistrés dans ce compte.

Evènements postérieurs à la clôture

La réorganisation du groupe ENGIE a eu pour conséquence la cession des titres ENDEL au 1er avril 2022 au groupe ALTRAD pour un prix de cession de 51,83M€, entraînant :

- une opération d'augmentation de capital des titres Endel au 31 mars 2022 pour un montant de 82.8M€. Les comptes 2021 tiennent compte de la dépréciation des titres intégrant cette opération d'augmentation de capital.

A ce titre le montant de dépréciation des titres Endel comptabilisé au titre de l'exercice 2021 s'élève à 203.85M€.

- la mise en place d'un prêt vendeur pour un montant de 40M€ sur 2022.

Changements de méthode

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu ; par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

Faits caractéristiques

Les résultats 2021 d'Engie Energie Services France (EES France) ont été impactés par la réorganisation du groupe ENGIE. De ce fait de nombreuses cessions de titres ont eu lieu sur le premier trimestre 2022, à savoir :

* ENGIE GBS Services, cession de la totalité des titres à EQUANS France pour un résultat de cession de - 4M€ (moins value),

* INEO, cession de la totalité des titres à EQUANS France pour un résultat de cession de + 1 161M€ (plus value)

* AXIMA Concept, cession de la totalité des titres à EQUANS France pour un résultat de cession de + 933M€ (plus value)

D'autre part, la société Daniel Touzanne Développement a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) en octobre 2021 dans EES France. Les impacts de cette TUP dans les comptes de l'absorbante (EESFrance) se traduisent par l'acquisition de 4812 titres Inter Energie de ce fait EES France détient 100% de cette entité. Le résultat de cette TUP se traduit par un mali technique de fusion de 3,78M€ rattaché aux actifs financiers.

Actionnariat

Dénomination et siège social	Forme juridique	Nombre d'actions	% de détention
ENGIE ENERGIE SERVICES	SA	1 007 071	99.99%

Société établissant les comptes consolidés

Les comptes annuels sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de la société suivante :

ENGIE SA – Tour T1 – 1 Place Samuel de Champlain – 92400 COURBEVOIE, dont le numéro d'identification est le FR13542107651

Engagement Financier

La société ENGIE ENERGIE Services France a émis des engagements par signatures pour un montant total de 204k€.

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Société ENGIE ENERGIE SERVICES FRANCE

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	35 965	0	0	
	Terrains	0	0	0	
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	
	Sur sol d'autrui	0	0	0	
	Installations générales, agencements et aménagements	0	0	0	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	0	0	0	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	0	0	0	
	Matériel de transport	0	0	0	
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	0	0	
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	
	Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	
	Avances et acomptes	0	0	0	
TOTAL (III)		0	0	0	
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0	
	Autres participations	593 044 498	0	1 811 527	
	Autres titres immobilisés	0	0	0	
	Prêts et autres immobilisations financières	3 252	0	0	
TOTAL (IV)		593 047 750	0	1 811 527	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		593 083 715	0	1 811 527	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0	0
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	0	0	35 965	0
	Terrains	0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, matériel de transport	0	0	0	0
	Matériel de bureau et mobilier	0	0	0	0
	Emballages récupérables et	0	0	0	0
	Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
	Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL (III)		0	0	0	0
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0	0
	Autres participations	0	379 421 941	215 434 084	0
	Autres titres immobilisés	0	0	0	0
	Prêts et autres immobilisations financières	0	3 252	0	0
TOTAL (IV)		0	379 425 192	215 434 084	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		0	379 425 192	215 470 049	0

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0		
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		35 965	0	0	35 965		
Terrains		0	0	0	0		
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0		
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0		
	Installations générales, agencements	0	0	0	0		
Installations techniques, matériels et outillages		0	0	0	0		
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	0	0	0	0		
	Matériel de transport	0	0	0	0		
	Matériel de bureau, informatique et	0	0	0	0		
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0		
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		0	0	0	0		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		35 965	0	0	35 965		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	0	0	0	0	0	0
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	0	0	0	0	0	0
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	0	0	0	0	0	0
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0
Cadre C		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à étaler		0	0	0	0		
Primes de remboursement des obligations		0	0	0	0		

Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	0	0	0	0
Provisions pour litige	0	0	0	0
Provisions pour garanties	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	641 499	30 994 387	423 645	31 212 241
TOTAL (II)	641 499	30 994 387	423 645	31 212 241
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	12 614 093	175 949 420	3 105 803	185 457 710
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	0	0	0	0
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	12 614 093	175 949 420	3 105 803	185 457 710
TOTAL GENERAL (I + II + III)	13 255 592	206 943 807	3 529 448	216 669 951
Dont dotations et reprises d'exploitation		0	0	
Dont dotations et reprises financières		206 943 807	3 105 803	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		0	423 645	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Dans les comptes est constituée une provision pour 641K€ destinée à couvrir, d'une part, les risques de reversement d'IS aux filiales qui deviendraient bénéficiaires et ne pourraient pas utiliser leurs reports déficitaires, amortissements différés et moins value à long terme que EES France a déjà utilisé pendant la période d'intégration fiscale et, d'autre part, les risques de toutes natures correspondant à la détention actuelle ou passée de titres de participation, risques inhérents à l'activité de holding.

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations			0	0	0	
Prêts			0	0	0	
Autres immos financières			0	0	0	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE			0	0	0	
Clients douteux ou litigieux			0	0	0	
Autres créances clients			0	0	0	
Créances représentatives de titres prêtés			0	0	0	
Personnel et comptes rattachés			0	0	0	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			0	0	0	
	Impôts sur les bénéficiés		1 599	1 599	0	
Etat et autres	Taxe sur la valeur ajoutée		5 668	5 668	0	
collectivités	Autres impôts		0	0	0	
	Etat - divers		0	0	0	
Groupes et associés			2 359 161 068	2 359 161 068	0	
Débiteurs divers			717 268	717 268	0	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT			2 359 885 603	2 359 885 603	0	
Charges constatées d'avance			0	0	0	
TOTAL DES CREANCES			2 359 885 603	2 359 885 603	0	
Prêts accordés en cours d'exercice			0			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			0			
Prêts et avances consentis aux associés			0			
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles			0	0	0	0
Autres emprunts obligataires			0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an			0	0	0	0
l'origine			0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers			0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés			48 437	48 437	0	0
Personnel et comptes rattachés			0	0	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			0	0	0	0
	Impôts sur les bénéficiés		0	0	0	0
Etat et autres	Taxe sur la valeur ajoutée		0	0	0	0
collectivités publiques	Obligations cautionnées		0	0	0	0
	Autres impôts		0	0	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			0	0	0	0
Groupes et associés			72 594 702	72 594 702	0	0
Autres dettes			9 500	9 500	0	0
Dette représentative de titres empruntés			0	0	0	0
Produits constatés d'avance			0	0	0	0
TOTAL DES DETTES			72 652 639	72 652 639	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice			0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice			0			

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2021	Valeur nominale
Actions ordinaires	1 007 117			1 007 117	40
Actions amorties				0	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				0	
Actions préférentielles				0	
Parts sociales				0	
Certificats d'investissement				0	
Total	1 007 117	0	0	1 007 117	

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

Charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	32 237
Dettes fiscales et sociales	0
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	0
Autres dettes	68 279
Total	100 516

Produits à recevoir

Produits à recevoir dans les postes du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances clients et comptes rattachés	0
Personnel et comptes rattachés	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0
Etat et autres collectivités publiques	0
Autres créances	0
Disponibilités	0
Total	0

Entreprises liées : éléments relevant de plusieurs postes du bilan

Une entreprise est considérée comme liée à une autre lorsqu'elle est susceptible d'être incluse par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

Exprimé en €	Montant concernant les entreprises		31/12/2021
	liées	avec un lien de participation	Dettes/créances représ. par effets de commerce
Avances et acomptes versés sur immobilisations			
Incorporelles			
Corporelles			
	0	0	0
Immobilisations financières			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
	0	0	0
Créances			
Fournisseurs : avances et acomptes versés			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances *	2 359 161 068		
Capital souscrit appelé non versé			
	2 359 161 068	0	0
Disponibilités			
Comptes courants financiers			
	0	0	0
Dettes financières diverses			
Dettes rattachées à des participations			
Emprunts et dettes financières divers			
Comptes courants financiers			
	0	0	0
Clients : avances et acomptes reçus			
Dettes fournisseurs			
Dettes sur immobilisations			
Autres dettes			
	0	0	0

* Compte courant ENGIE Finance

**COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE
DE RESULTAT**

Société : ENGIE ENERGIE SERVICES FRANCE

Impôt sur les bénéfices

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	-207 658 171	
Résultat exceptionnel	2 090 265 138	
IS sur résultats antérieurs		
Contribution sociale		2 326 199
Impôt sur les bénéfices		71 253 873
TOTAL	1 882 606 967	73 580 072

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

Intégration fiscale

Dans le cadre de l'intégration fiscale dont ENGIE ENERGIE SERVICES FRANCE fait partie et qui a pour tête de groupe la société ENGIE SA, les précisions suivantes sont apportées conformément à l'article 831-3 du PCG 2014 :

- La convention, dans son avenant, signée le 1er janvier 2014 prévoit une clause de rendez-vous aux termes de laquelle, notamment, les parties conviennent de se rapprocher pour déterminer les conséquences de la sortie sur leur situation respective.
- il n'y a pas de différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt pour le paiement duquel l'entreprise est solidaire,
- il n'y a pas de différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale,
- la rubrique impôt sur les bénéfices prend en compte l'impôt calculé par ENGIE ENERGIE SERVICES FRANCE au titre de ses opérations.

Une convention d'intégration fiscale, dont la tête de groupe était ENGIE ENERGIE SERVICES FRANCE (ex.Fabricom France et ex. INEC), avait pris effet au 1er janvier 2002.

Le groupe d'intégration fiscale FABRICOM France a été dissous à compter du 1er janvier 2006 date à laquelle la société s'est vue rattachée au groupe fiscal dont la société intégrante était SUEZ.

Le groupe d'intégration fiscale SUEZ a été dissous à compter du 1er janvier 2008 (fusion de SUEZ et GDF), date à laquelle la société s'est vue rattachée au groupe fiscal dont la société mère est GDF SUEZ devenue ENGIE en 2015.

La convention d'intégration fiscale Fabricom prévoyait un principe d'indemnisation en cas de sortie.

Les déficits générés pendant la période d'intégration Fabricom (et donc appréhendés par Fabricom France) ne sont plus imputables sur les bénéfices à partir du 1er janvier 2006. Ce préjudice fait l'objet d'une indemnisation par Fabricom en cas de réalisation de bénéfices à compter de l'exercice 2006. Les déficits peuvent être indemnisés jusqu'à épuisement (stock de déficit à suivre sur les exercices futurs).

La convention d'intégration fiscale SUEZ ne prévoyait pas d'indemnisation en cas de sortie.

Le stock des déficits restants à indemniser s'élève à 217 854€.

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	40 284 680						40 284 680
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	351 691 368						351 691 368
Ecart de réévaluation	162 286						162 286
Réserve légale	4 028 468						4 028 468
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	0						0
Report à nouveau	849 098				80 015 780		80 864 878
Résultat de l'exercice	80 015 780	1 809 026 896			-80 015 780		1 809 026 896
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	0						0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	477 031 680	1 809 026 896	0	0	0	0	2 286 058 576

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

Liste des Filiales et Participations

Filiales et participations	Capital (4)	Réserves et report à nouveau avant affectations (4)	Quote-part du capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés (exprimé en K€)										
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)										
COFELY AIRPORT ET LOGISTIQUE SERVICES - * 69 rue de la Belle Etoile - 95700 ROISSY EN FRANCE	40	1 125	100%	7 287	0	0	0	12 609	20	19
SOCOMETRA - 3 rue AUER - NOUMEA	3 101	6 677	100%	7 044	7 044	0	0	32 146	540	0
ENDEL - 165 boulevard de Valmy - 92700 COLOMBES	41 510	32 100	100%	172 856	0	0	0	432 746	(42 533)	0
ENDEL NC - 25 rue Auer - NOUMEA	3 898	1 947	100%	0	0	0	0	25 670	(45)	0
DARGENT THERMIQUE - 1 avenue Ampère - 45800 SAINT JEAN DE BRAYE	40	816	100%	1 090	1 090	0	0	3 954	201	0
ENGIE HYDROGEN INTERNATIONAL - 1 place Samuel de Champlain - 92930 PARIS LA DEFENSE	10 440	(74)	100%	10 440	10 346	0	0	0	(132)	0
INTER ENERGIE SE - * 69 Rpt du Pesque - 64140 LONS	146	1 085	100%	6 996	6 996	0	0	13 287	632	310
SERT - 53 rue des Chaises - 28000 CHARTRES	400	2 842	100%	9 721	4 500	0	0	11 149	(1 244)	0
Participations (10 à 50% du capital)										
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.										
				0	0					

* *Eléments financiers de clôture 2020*

ENGIE ENERGIE SERVICES FRANCE

Société Anonyme au capital de 40.284.680 euros
Siège social : 1, Place Samuel de Champlain – Faubourg de l'Arche
92930 PARIS LA DEFENSE CEDEX
542 103 270 R.C.S. NANTERRE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE EN DATE DU 29 JUILLET 2022

EXTRAIT

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 font apparaître un bénéfice de 1 809 026 895,70 Euros et décide de l'affecter de la manière suivante :

Le résultat de l'exercice à reporter à nouveau,
soit un bénéfice de : 1 809 026 895,70 €

Ce bénéfice, augmenté :

- du poste « report à nouveau » pour : 80 864 878,25 €

Fait ressortit un report à nouveau après affectation de : 1 889 891 773,95 €

Conformément à la loi, il est ici rappelé les distributions de dividende intervenues au cours des trois exercices précédents :

EXERCICE	DIVIDENDE NET	AVOIR FISCAL
2018	129,20 € (*)	Néant
2019	118,71 € (*)	Néant
2020	74,83 € (*)	Néant

(*) Montant éligible à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI, pour les actionnaires personnes physiques.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prenant acte de l'arrivée à expiration du mandat du Commissaire aux comptes suppléant du cabinet AUDITEX à l'issue de la présente, décide de ne pas le renouveler.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal et particulièrement à LEXTENSO SERVICES, pour effectuer tous dépôts et publications nécessaires, et généralement pour réaliser toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

.....



Copie certifiée conforme

François-Régis MOURET
PDG